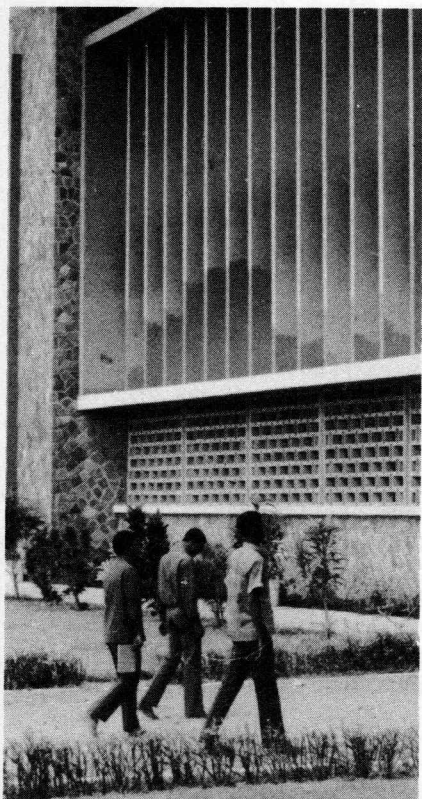




Il y a parfois une amélioration que l'on peut qualifier de spectaculaire quand on sait la difficulté de modifier en peu d'années la structure des effectifs inscrits. Les résultats, dont la Conférence des ministres d'éducation d'Asie tenue à Singapour en 1975 fait état, montrent que certains pays ont résolu le problème préoccupant de la déperdition.

les limites de la carte scolaire

Mais il est évident que l'existence de structures d'accueil satisfaisantes pour un cycle d'études déterminé ne résout pas deux catégories de problèmes : d'une part le passage d'un cycle à un autre, que l'on peut vouloir sélectif lorsqu'on n'a pas les moyens d'assurer une scolarité prolongée à un trop grand nombre d'élèves, d'autre part le redoublement qui peut être plus ou moins institutionnalisé selon que l'on élève ou que l'on abaisse le « niveau » qui doit permettre de progresser dans la filière scolaire. Il est des systèmes rigides qui cherchent à imposer une norme établie en général par des pédagogues, et des

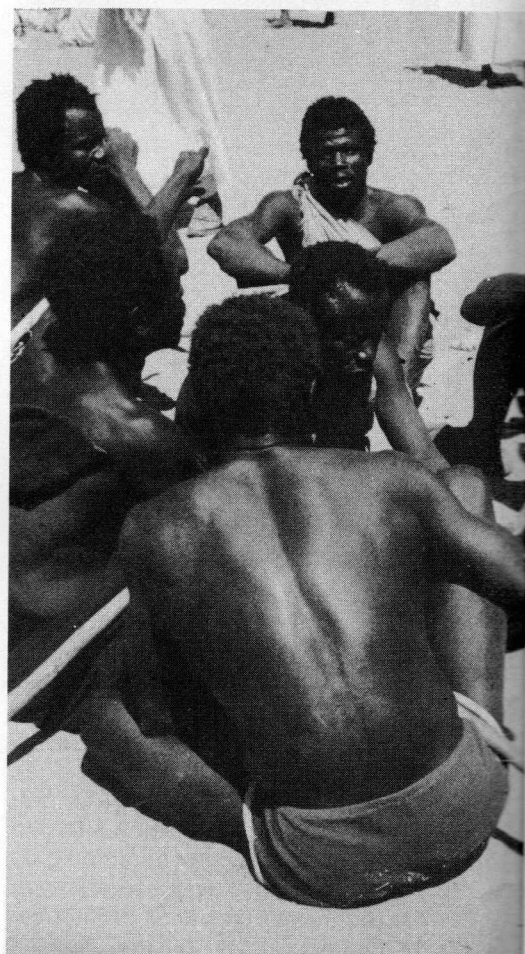
systèmes plus souples où le redoublement est rare et les parcours individualisés et diversifiés. Il n'est pas dans notre propos, d'analyser ces différentes conceptions de l'enseignement, mais simplement de montrer combien la déperdition est pour les responsables de l'enseignement un problème d'ordre politique et social.

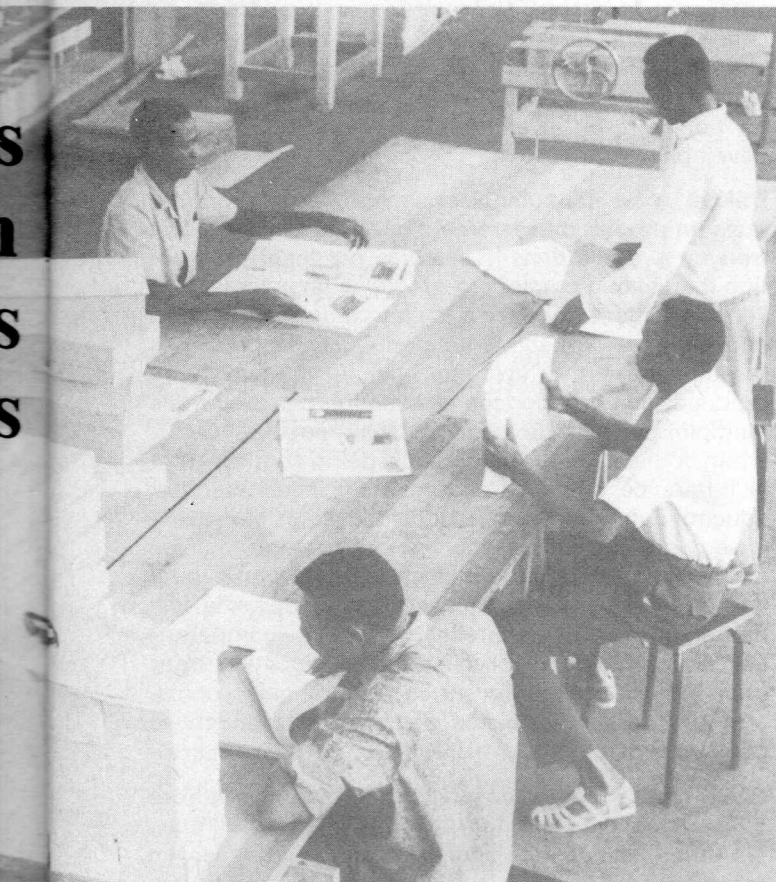
La forme de redoublement très connue des planificateurs qui affecte les classes terminales de cycles d'études lorsque l'accès au cycle supérieur est limité est un des phénomènes indépendant le plus souvent des aptitudes de l'élève et qui est provoqué par le « numérus clausus ». Rappelons qu'au niveau de la macro-analyse, ce n'est pas librement que jouent la survie des effectifs, leur progression, leur sortie ou leur redoublement. Dans les contraintes d'un système plus ou moins coordonné, plus ou moins centralisé, mais en fait plus ou moins délibérément déterminé, le filtrage des élèves se fait selon des mécanismes divers qu'on ne maîtrise pas encore totalement, bien que les études sans cesse plus rigoureuses des facteurs de la réussite scolaire éclairent le poids considérable de l'environnement culturel et économique de l'élève, qui fait qu'un milieu est plus ou moins propice à ses performances.

Nous ne voudrions pas conclure en laissant l'impression que le rôle d'une des techniques de la planification – en l'occurrence la carte scolaire – et de la planification elle-même, est un facteur déterminant du changement social. Nous ne faisons pas nôtres les positions qui assignent à l'école des fonctions de réduction de la pauvreté, de l'injustice ou de l'oppression politique pour pouvoir les réfuter avec d'autant plus d'aisance qu'elles sont biaisées au départ. Soyons modestes ; à l'examiner de près le problème de la déperdition d'effectifs comme dysfonctionnement du système scolaire est en grande partie soluble, mais il faut se garder de l'identifier avec la question de l'accès à l'enseignement ou des inégalités de réussite.

Isabelle Deblé,
*chargée de la direction
de la recherche à l'Ides à Paris I.*

les stratégies d'intégration des systèmes économiques et scolaires dans les pays africains





L'enseignement, processus institutionnalisé de transmission des connaissances, est dispensé dans une institution, l'école, qui est séparée du lieu de la production, où il y a spécialisation d'un corps de travailleurs (les enseignants), où la progression des élèves se fait selon un processus hiérarchisé, répondant à des règles. Le système scolaire est ainsi en relation avec le système économique : il reçoit des flux d'élèves, les soumet à un processus de transformation visant à l'obtention d'élèves formés ; il utilise des ressources financières et humaines et forme des élèves en fonction des besoins de ce système. Dans un modèle de stratégie interne, de type analyse de systèmes (2), on peut rechercher, compte tenu des ressources affectées à l'enseignement (dépenses d'enseignement), quelle est l'efficacité interne du système (capacité d'absorption, coût de l'élève forme et nombre de sortants), si les résultats atteints sont conformes aux objectifs fixés et quels sont les moyens d'atteindre ces objectifs aux moindres coûts financiers et humains. Dans un modèle de stratégie externe, on peut chercher à déterminer l'affectation optimale des ressources entre le système scolaire et le système productif. En réalité, nous voudrions montrer qu'au-delà de l'affectation des ressources, il s'agit d'intégrer l'enseignement et l'économie au sein des formations sociales africaines et de les envisager en relation avec les rapports sociaux.

l'adaptation du système scolaire au système économique

Devant le décalage entre investissement éducatif et productif, trois voies paraissent possibles pour assurer une affectation optimale des ressources entre le système scolaire et le système productif : (I) l'action par le marché, (II) l'action par le plan pour adapter les flux d'élèves aux structures de l'emploi, (III) l'action par les revenus.

l'action par le marché

Selon une vision libérale, l'enseignement est généralement fourni sans mécanisme régulateur ; le marché pourrait jouer ce rôle régulateur grâce au prix de l'enseignement.

● L'analyse libérale

Selon cette conception, l'élève est le principal utilisateur du service d'enseignement dont il retire différentes satisfactions. L'enseignement présente notamment un caractère utilitaire, le revenu escompté du fait de la formation étant le prix de cette utilité. Il est possible de calculer, en confrontant le coût et le rendement de l'investissement intellectuel, un taux de rentabilité, taux d'escompte qui, appliqué à la somme des suppléments de revenus résultant de cet investissement, rend cette somme égale aux dépenses engagées pour parvenir à ce résultat. **L'élève recueille les fruits de l'enseignement et obtient, grâce à lui, un revenu plus élevé. Il paraît ainsi souhaitable qu'il participe au prorata de son avantage marginal au coût de l'enseignement, soit directement, soit en remboursant ultérieurement le prêt lié à l'investissement humain qu'il a reçu.**

En outre, les lois du marché permettent d'aboutir à une adaptation automatique des flux d'élèves aux emplois créés ; un afflux trop grand de diplômés détermine une diminution des traitements conduisant, à terme, à une réduction de l'afflux des élèves dans la formation.

Cette action par le marché se situe dans une optique libérale considérant qu'il faut tenir compte de la pression de la demande sociale et que la solution la plus démocratique est de la satisfaire, des systèmes de bourses ou d'octroi de prêts étant envisagés pour les milieux les plus défavorisés. Suivant cette optique, la libre circulation des travailleurs selon les gains relatifs offerts entre les différents secteurs et les différents pays permet une allocation optimale

(1) Certains points de cet article sont repris de notre étude « Économie et enseignement à Madagascar », IIEP, 1976.

(2) L'analyse de système est la comparaison de moyens alternatifs ayant pour but de remplir une certaine fonction lorsque les moyens sont complexes et intercorrélés et que l'on désire, soit accroître la production d'un système existant avec les mêmes ressources, soit affecter les ressources additionnelles dans l'emploi où elles seront les plus productives.

Cf. Recherche, Pédagogie et Culture, vol. V, n° 28 - N.D.L.R.

des travailleurs tant au niveau national qu'international.

Dans plusieurs pays africains, d'une certaine manière, le marché joue le rôle de régulateur au niveau de l'enseignement privé; du fait de la pression sociale il y a développement d'un réseau privé payant qui permet de satisfaire une partie de la demande scolaire par le filtrage des prix. Cette solution d'un réseau privé parallèle au réseau public paraît toutefois critiquable du point de vue social et économique.

● Les limites

Outre ces implications sociales, l'action par le marché se heurte à de nombreux problèmes dans les pays africains :

- La décision d'investir dans la formation ne peut être tirée uniquement des calculs de rentabilité basés sur les raretés existantes, puisqu'elle est en elle-même une prise de position sur les raretés relatives futures.

- L'enseignement est créateur d'effets externes qui ne sont pas pris en compte par le marché; l'enseignement fournit sur le plan social un profit différent de celui qu'offre l'instruction à l'individu. L'enseignement exerce des effets intergénérationnels qui tiennent à ce que l'éducabilité des générations actuelles conditionne l'éducabilité des générations futures.

- Il n'existe pas de véritable marché de l'enseignement, du financement de l'enseignement, ni de l'emploi : les salaires sont rarement le reflet de la productivité; la régulation des investissements intellectuels par les lois du marché conduirait à une orientation massive des flux d'élèves dans des types de formations rémunératrices, mais sans utilité productive.

- Enfin, l'enseignement exerce fondamentalement des effets redistributifs : l'enseignement est notamment un moyen d'atteindre un statut social qui se traduit ainsi par la perception d'un revenu. Les lois du marché conduisent en fait à reproduire la structure de départ et à empêcher la promotion sociale des milieux défavorisés. Le filtrage des élèves par l'enseignement payant conduirait ainsi, largement, à une allocation non optimale des ressources et à des mesures sociales discriminatoires.

Cette optique de filtrage des élèves par le jeu des prix et de financement de l'enseignement par voie d'emprunt paraît toutefois compatible avec une hypothèse de développement reposant prioritairement sur la dynamique du secteur capitaliste moderne, les relations avec l'extérieur et la promotion individuelle. Selon cette optique, il s'agit d'extraire au maximum des élèves, de développer rapidement le système d'enseignement, de spécialiser l'Afrique dans des activités utilisatrices de matière grise et de favoriser éventuellement l'exode des compétences.

L'action par l'adaptation des flux d'élèves aux structures évolutives de l'emploi

● « L'approche » des besoins en main-d'œuvre

Selon une vision « technocratique », le secteur édu-

catif peut être considéré comme un producteur de connaissances nécessaires à la formation des travailleurs qualifiés; il existe une complémentarité entre l'investissement éducatif et l'investissement productif; pour être un investissement, l'éducation doit se développer de pair avec l'économie.

L'élève n'est plus l'utilisateur de l'enseignement, mais un produit du système d'enseignement qui doit trouver sa place dans le système productif en fonction d'un plan d'emploi pré-établi. Le financement de l'enseignement doit être à la charge de l'Etat en tant que dépenses de solidarité sociale; l'allocation des ressources entre le système éducatif et le système productif doit être conçue en fonction des prévisions d'emploi par type de formation. On peut ainsi calculer un coût de « mésajustement », défini comme étant la différence entre le montant d'un investissement éducatif critique (dépenses indispensables aux investissements productifs) et les dépenses effectives d'éducation; cette différence correspond à un capital gelé (dépenses d'éducation correspondant à la formation des chômeurs intellectuels ou des compétences émigrantes). Le problème de l'allocation optimale est alors de minimiser ce « capital gelé » en reportant une partie de ces dépenses improductives dans le secteur productif.

Selon cette optique l'enseignement est une dépense d'intérêt collectif qui doit être à la charge de l'Etat; les différentes filières scolaires sont envisagées en termes d'adaptation des flux d'élèves aux structures évolutives de l'emploi. L'éducation est une demande dérivée de la production. Le système éducatif doit être nécessairement sélectif et le plan d'enseignement doit s'intégrer dans le plan de développement économique et social.

● Les limites

Cette analyse, aussi « rationnelle » soit-elle, est en fait critiquable pour plusieurs raisons dans les pays africains :

- L'enseignement joue un rôle social et politique : il constitue pour les enfants des milieux défavorisés la seule chance (réelle ou formelle) d'accéder à un statut supérieur; freiner le taux global de scolarisation consiste soit à accepter le retard des groupes ou des régions défavorisés, soit à accepter que les enfants des groupes privilégiés n'aillent pas à l'école, solutions toutes deux difficilement praticables.

- Former les effectifs en fonction de prévisions linéaires d'emploi n'est pas rationnel dès lors que la structure de qualification initiale n'est pas optimale. Or, dans les pays africains, un grand nombre de postes sont détenus par des éléments sous-qualifiés. Admettre que ces postes ne doivent pas être remis en question par la concurrence d'éléments plus jeunes risque d'atténuer le dynamisme économique. L'adaptation des flux d'élèves aux structures évolutives de l'emploi repose sur l'hypothèse de fonctions de production à facteurs complémentaires, alors que le développement suppose la mutation des méthodes productives, le choix de processus et de procé-

dés optimaux, la concurrence entre des éléments formés pour trouver un emploi et la possibilité de substitution entre diverses formations.

- Adapter l'enseignement en fonction des besoins futurs de l'emploi salarié, c'est accepter le « cercle vicieux du sous-développement » et assujettir l'enseignement aux seuls élèves qui trouveront un emploi dans le secteur moderne.

- La solution d'adaptation des élèves aux structures évolutives de l'emploi, qui apparaît techniquement neutre, présuppose en réalité un pouvoir politique extrêmement fort, un appareil statistique très perfectionné et une prévision de l'avenir peu aléatoire.

- Les adaptations des élèves aux emplois sont envisagées en termes physiques, sans référence à la structure salariale qui joue un rôle essentiel dans l'adaptation enseignement-emploi.

- L'ajustement de l'enseignement et de l'emploi est perçu de manière statique, alors que ce sont des processus dynamiques; le marché du travail est assimilé à un damier où chaque emploi serait représenté par une case et où l'enseignement aurait pour but de façonner les pions de manière à remplir les cases vides. En réalité, les pions sont animés d'une conscience agissante et le damier est en perpétuelle évolution : la formation ne concerne pas seulement l'emploi en début de carrière, mais plus fondamentalement la perspective de faire carrière. Il ne s'agit pas de former en 1980 des élèves en fonction des emplois créés en 1980, mais en fonction d'une perspective de carrière qui s'étend au-delà de l'an 2000.

- Enfin l'analyse suppose que le planificateur de l'enseignement puisse maîtriser le système d'enseignement et contrôler les flux d'élèves; en réalité, les vrais centres de décision dans le domaine éducatif se trouvent au niveau de la cellule familiale qui cherche à atteindre un statut social et au niveau des classes sociales qui utilisent le système éducatif pour produire ou reproduire des rapports sociaux.

En définitive, l'optique de l'enseignement sélectif et de l'adaptation des flux d'élèves aux structures de l'emploi est compatible avec une optique centralisatrice correspondant au capitalisme d'Etat et à la planification impérative. La reprise en main de l'appareil de production par l'Etat et la bourgeoisie nationale rend nécessaire des ressources financières importantes, alors que les recettes de l'Etat sont limitées, d'où la nécessité de réduire au maximum l'enseignement et de ne retenir que les « investissements éducatifs utiles ». Cette optique conduit nécessairement à un primaire et surtout à un secondaire très sélectif, ce qui, par le poids de la sélection sociale, conduit en fait durant un premier temps à privilégier les groupes sociaux d'origine urbaine. Le problème qui se pose est de savoir si la pression sociale n'est pas trop forte pour envisager une telle solution, si freiner la scolarisation ne risque pas de supprimer une soupape de sûreté actuellement indispensable au maintien des rapports sociaux, et si planifier l'enseignement en fonction de l'emploi n'est pas utopique dans des sociétés où l'absence de contrôle de la production ne permet aucunement de planifier l'emploi.

L'action sur la structure des revenus

Face à l'impasse apparente dans laquelle se trouvent les deux politiques précédentes, il paraît souhaitable de rappeler les principes économiques concernant le rôle et le financement de l'enseignement.

- L'investissement éducatif est appropriable par l'individu et la famille : c'est seulement par la médiation de l'agent formé qu'une collectivité peut tirer profit de l'enseignement.

- L'enseignement en lui-même n'a pas d'effet productif; il existe une relative complémentarité entre l'enseignement et l'investissement productif; les connaissances transmises doivent être en correspondance avec le niveau technologique du capital utilisé.

- L'enseignement exerce des effets dans le long terme et constitue un investissement intergénération.

- L'enseignement exerce non seulement un effet productif, mais plus fondamentalement des effets redistributifs; il a pour fonction première de former les hommes en fonction de leur futur rôle économique et social. Le véritable centre de décision dans le domaine éducatif se trouve au niveau des cellules familiales disposant d'un actif intellectuel et appartenant à un certain groupe social. Les familles vont tendre à ce que chacun de leurs membres ait un statut socio-économique au moins aussi élevé que celui de leurs ascendants. Pour les milieux défavorisés, l'enseignement constitue la chance d'ascension sociale; pour les milieux situés au sommet de la hiérarchie, le coût de la régression sociale est très élevé.

La structure des revenus joue dès lors un rôle déterminant dans le fonctionnement du marché du travail, aussi bien au niveau collectif qu'au niveau individuel; elle influe sur (I) la durée et le type d'éducation choisi, (II) le choix du métier et de la branche à la sortie du système scolaire et au cours de la vie active.

La structure des revenus dans les pays du tiers monde constitue un obstacle majeur à une structure adéquate des qualifications. La différence existant entre les salaires des emplois supérieurs et ceux des emplois intermédiaires conduit aux pénuries dans certaines catégories; la différence existant entre les revenus du secteur urbain et du secteur rural est un facteur essentiel de l'exode rural et de la demande scolaire. Les disparités de revenu entre le secteur moderne privé et la fonction publique conduisent à un accaparement des « élites » par les entreprises privées. La structure des salaires exerce également un effet doublement négatif sur l'enseignement; le coût très élevé de l'enseignement, du fait des traitements élevés des maîtres (eu égard au Pib) (3), conduit à accaparer des ressources financières importantes. Les niveaux de revenus escomptés à la sortie de l'école rendent rentable l'investissement scolaire pour l'élève.

La politique des revenus est ainsi un moyen stratégique de maîtriser le système scolaire; une modification de la structure des rémunérations exerce en effet une action sur la demande scolaire, puisqu'elle

(3) Produit individuel brut.

modifie les taux de rentabilité des diverses formations, et sur l'offre de l'enseignement, puisqu'elle change les coûts de la formation. Toutefois, au-delà d'une action sur les revenus, il s'agit en réalité d'une transformation des rapports sociaux, qui doit être envisagée au sein de la formation sociale.

l'intégration de l'enseignement et de l'économie au sein de la formation sociale

Système scolaire et système économique ne peuvent être mis en relation directe, indépendamment de leur intégration dans le système social. Nous pouvons, en simplifiant, différencier deux rôles contradictoires de l'école dans les pays africains :

- reproduction/transformation des agents au sein de la stratification sociale ;
- reproduction/transformation des rapports sociaux au sein de la formation sociale.

la reproduction / transformation des agents, au sein de la stratification sociale

Longtemps l'école a été refusée dans les anciennes colonies, car l'essentiel de la reproduction sociale était assumé hors de l'institution scolaire ; dès lors que les mécanismes traditionnels de reproduction ont été cassés, l'école est devenue l'enjeu principal d'une nouvelle reproduction sociale, d'où une très forte demande scolaire.

Enjeu de la compétition sociale, l'enseignement est un moyen d'acquiescer ou de maintenir un statut pour la cellule familiale qui se pérennise par ses enfants ; il existe dans chaque cellule familiale un certain actif intellectuel qui dépend à la fois des connaissances et du milieu éducatif familial. La cellule familiale va chercher à amortir par l'enseignement cet actif intellectuel en chacun de ses enfants ou à réaliser un investissement net. Le rôle de l'actif intellectuel comme moyen de maintien ou de changement social dépend de la différence existant entre les actifs. Face à l'explosion scolaire, les groupes sociaux privilégiés sont obligés de réaliser des investissements défensifs permettant à leurs enfants de conserver un statut ; il y a alors simple translation de la hiérarchie sociale.

Dans les pays nouvellement indépendants on ne peut toutefois parler de simples mécanismes de reproduction sociale, dans la mesure où la prise en main par des nationaux de l'appareil d'Etat et d'une partie de l'appareil productif, liée à une explosion scolaire, a conduit à la constitution d'une nouvelle stratification sociale. Il n'y a pas eu seulement translation, mais mutation de celle-ci. On peut considérer que c'est aujourd'hui, vingt ans après l'indépendance, que les problèmes de reproduction simple risquent d'apparaître avec acuité.

la reproduction / transformation des rapports sociaux au sein de la formation sociale

En réalité, l'école ne constitue pas seulement un filtre ou un écran assurant la sélection sociale et reproduisant une hiérarchie sociale ; plus fondamentalement et en même temps elle participe à la reproduction des places occupées par les agents.

L'école est un appareil utilisé par les groupes sociaux dominants pour réaliser l'intégration sociale, pour reproduire les conditions matérielles de la production (formation des travailleurs en fonction de la division du travail) et les conditions idéologiques de la production (mode de représentation idéologique) et assurer la reproduction des agents (socialiser et forger la personnalité des agents).

A ce niveau il n'y a plus compétition sociale à l'intérieur du système scolaire perçu comme le lieu de reproduction des groupes sociaux, mais conflit entre les groupes sur la définition du système scolaire, enjeu de la reproduction des rapports sociaux.

L'institution scolaire est placée dans le processus contradictoire d'homogénéisation et de différenciation des agents ; elle participe à la constitution de la société globale en étant un monde où les groupes sociaux se définissent par un même système référentiel, mais en jouant également comme un tamis par une hiérarchisation des groupes sociaux. Dans les pays africains, l'école joue un double rôle de relai sur le plan externe dans ses relations avec l'étranger et sur le plan interne dans ses relations avec le monde rural. Prolongement d'un système étranger, issue de la période coloniale, l'école intègre des agents dans une division sociale et technique du travail qui trouve sa signification dans le marché mondial et l'accumulation du capital, mais, institution nationale, elle assure l'intégration des rapports sociaux hétérogènes dans un ensemble national et une soumission des agents à l'appareil d'Etat et aux rapports marchands ; elle participe à ce niveau à la destruction des rapports sociaux traditionnels et à l'accélération du processus d'individualisation et de prolétarianisation.

La logique de l'enseignement et ses contradictions ne peuvent ainsi s'expliquer à leur propre niveau. Les systèmes d'enseignement élitistes dominés par l'attraction des niveaux supérieurs reproduisent une société hiérarchisée où l'essentiel du pouvoir économique et social appartient à un petit nombre d'étrangers et de nationaux.

La manière dont ces contradictions peuvent être résolues (accumulation du capital réalisée par la bourgeoisie, soupape de sûreté représentée par l'aide extérieure et l'exode des compétences, apparition de nouveaux rapports sociaux, désinstitutionnalisation ou détérioration du système éducatif) échappent évidemment à l'observateur étranger et résulteront des rapports de force existant entre les divers groupes sociaux. La réforme du système d'enseignement est du domaine du conflit des valeurs, c'est-à-dire du domaine politique.

Philippe Hugon,

*Professeur de Sciences Economiques,
université de Paris X*